

Crise actuelle, crise structurelle?

Philippe Barret *

Quand on considère les prévisions conjoncturelles établies pour l'année 1975 on est frappé par la divergence des chiffres proposés (tableau 1 en annexe). Il serait vain d'en chercher la raison dans la disparité des modèles économétriques ou des démarches adoptées : ils se ressemblent beaucoup ou sont les mêmes. Les instituts ou experts responsables de ces prévisions ont une idée à peu près identique des relations qui unissent la population active et la productivité à la croissance, l'action monétaire et budgétaire à l'inflation et au niveau de l'activité, etc. Les uns et les autres utilisent les mêmes tableaux d'échanges inter-industriels. La disparité des résultats n'est pas dans la manière du conjoncturiste, elle est dans les hypothèses qui président à son calcul. Or la nature et l'ampleur de la divergence indiquent assez clairement que ces hypothèses portent sur la conception qu'on se fait de la crise. Les prévisions les plus optimistes pour 1975 laissent à penser que la crise est conjoncturelle - au moins pour la France - et qu'après une mauvaise année (1974) la relance se fera nettement sentir et les équilibres économiques seront rétablis. Les plus pessimistes au contraire renvoient à une crise plus longue, et assez profonde pour que les correctifs traditionnels, même si l'on y ajoute quelques mesures spécifiques pour l'exportation, ne suffisent pas à la surmonter.

C'est donc sur les causes de la crise qu'il faut un temps porter son attention. C'est là que se trouve la réponse à l'incertitude conjoncturelle.

Le « surmenage » des sociétés

Parmi les facteurs de la crise que traverse une importante partie du monde (1) et plus précisément les pays capitalistes développés, il faut en distinguer certains qui ressortissent essentiellement au fonctionnement de sociétés nationales. Certains pays, notamment en Europe, étaient engagés depuis dix ou quinze ans dans des politiques et des évolutions qui, quoi qu'il advienne des rapports internationaux ou des prix de telle ou telle matière première, comportaient des éléments de crise

nationale, ou débouchaient naturellement sur des situations de crise. Quand on évoque la désorganisation du système monétaire international ou les événements pétroliers, à quoi l'on résume un peu sommairement la crise internationale on ne doit pas oublier que celle-ci n'est dans bien des cas que le révélateur, le catalyseur ou l'accélérateur des différentes crises nationales. La capacité des uns et des autres à affronter les aspects internationaux de la crise donnera inversement, si l'on peut dire, la mesure de ses aspects nationaux.

Le déclin de la Grande-Bretagne par exemple est le fruit d'une prétention à l'autonomie hors-européenne, à la sauvegarde d'avantages impériaux d'un autre siècle. Plus tard s'opérait l'entrée dans le Marché Commun, plus difficile serait le redressement : encore celui-ci exige-t-il un effort national de grande ampleur, c'est-à-dire avec l'accord des syndicats. En France, l'entreprise de modernisation et de restructuration de la société et de l'économie, l'accélération volontaire de la concentration, la liquidation à marche forcée des secteurs archaïques de la société, dans l'agriculture et dans la distribution comme dans l'industrie, et, de façon générale, tout ce qui a été fait pour augmenter la productivité du travail étaient lourds d'une crise sociale : résistance et défense corporatiste des couches sociales menacées dans leur existence par les progrès du capitalisme industriel moderne, contestation d'une tension prolongée des forces du travail. Un jour ou l'autre, les « miracles » économiques se paient, le français comme l'italien, comme demain l'espagnol : les mouvements de 68 en France, de 69 en Italie, et leurs suites, ne sont pas la brusque réémergence d'un mythe révolutionnaire tombé du ciel, mais le produit du « surmenage » des sociétés concernées, effet irrépressible de la croissance rapide des années 60.

En même temps, il a fallu mettre beaucoup d'huile dans les rouages d'une machine soumise à fortes exigences, compenser les avantages perdus ici et là, récompenser l'effort ou acheter la patience des uns et

(1) Faut-il rappeler que dans sa dimension économique cette crise mondiale ne concerne pratiquement pas les pays socialistes et qu'une partie du Tiers Monde, loin d'en être affectée, en profite?

* Chargé de mission au SESAME (Délégation générale à l'aménagement du territoire et à l'action régionale).

des autres. Comme il fallait continuer d'investir on a distribué des revenus fictifs en papier monnaie ou en crédits : l'inflation ne date pas d'octobre 1973. Naturellement ces crises de croissance nationales sont amplement conditionnées par leur contexte international. Dans le cas de la France, elle renvoie directement à l'ouverture des frontières à la concurrence européenne. Mais, elles ne s'en développent pas moins de façon autonome.

Crise internationale

Ici encore nous laisserons de côté la conjoncture, où l'on ne saisit que les désordres monétaires et le renchérissement des produits pétroliers pour dégager deux composantes explicatives de la crise sous son aspect international : l'aggravation de la concurrence internationale, qui ressortit aux rapports des pays industrialisés entre eux; et le nouvel essor des pays du Tiers Monde qui ressortit aux rapports entre les premiers et les seconds. Ce choix pourra surprendre. Que sont, dira-t-on, les rivalités euro-américaines ou le relèvement du prix des matières premières auprès des grandes pénuries (matières

premières, produits alimentaires) et des grandes pléthores (démographie, pollution) qui nous menacent? Ne sont-ils là les vrais changements, les vrais facteurs de crise? Sans négliger ces données planétaires, ni engager une polémique idéologique, nous ferons simplement remarquer que même si ces phénomènes pouvaient avoir à très long terme une incidence catastrophique, ils ne l'auront pas (1) à l'horizon sur lequel nous raisonnons (10 à 15 ans). Ce qui ne signifie pas qu'il ne faille pas les prendre en compte. Mais tels qu'ils se présentent dans la prochaine décennie ils paraissent absorbables par adaptation et ajustements. Autrement dit, ils ne remettent pas en cause cette idée, née dans les pays capitalistes développés, et qui se répand aujourd'hui à travers le Tiers Monde, selon laquelle le progrès social est subordonné au développement de l'économie et en particulier de l'industrie.

L'aggravation de la concurrence internationale

Depuis la deuxième guerre mondiale jusque vers la fin des années 60, le monde industrialisé a vécu des jours exception-

nnellement heureux : après une longue période de déchirements internes, de rivalités coloniales, de stagnation et de guerre, il a recouvré pendant plus de vingt ans, unité et dynamisme.

Unité : c'est l'instauration d'un véritable gouvernement mondial américain. Les États-Unis exercent alors, sur l'ensemble du monde capitaliste, une hégémonie sans partage dans tous les domaines, économique, militaire et idéologique. Fournissant les fonds pour amorcer la reconstruction de l'Europe et du Japon, ils imposent à leurs partenaires un système monétaire où leur monnaie, "as good as gold", leur permettra de financer un ample déploiement de leurs entreprises à l'étranger - les fameuses multinationales - sans déboursier un dollar. Dynamisme : l'après-guerre est une période de croissance forte et continue. La reconstruction, la diffusion, souvent à partir des États-Unis, d'innovations techniques (aéronautique, informatique, nucléaire, etc.) sources de gains de pro-

(1) Du moins pas à l'échelle de la planète, ce qui n'exclut pas, par exemple, d'importantes famines nationales.

Tableau 1 - Panorama des prévisions pour la France en 1975
(accroissement moyen en %)

	Ministère des Finances	BIPE	COE*	OCDE	Euro finance
PIB	4,2	3,7	3,4	3	1
Importations	6	7	4	4,5	3
Consommation des ménages	3,5	3,6	3,2	3,2	2
Investissement					
- des entreprises	4,5	4,6	1,4	3,2	-2
- des ménages	3,3	2,3	1,5		-1
Exportations	10,1	11	9	5,7	4
Prix	10	13,4	11,8	13	11
Salaires	13,9	18,6	14,7	14	12

* Centre d'observation économique de la Chambre de Commerce de Paris.

Tableau 2 - Origine des profits américains (1966-1974)
(en milliards de dollars)

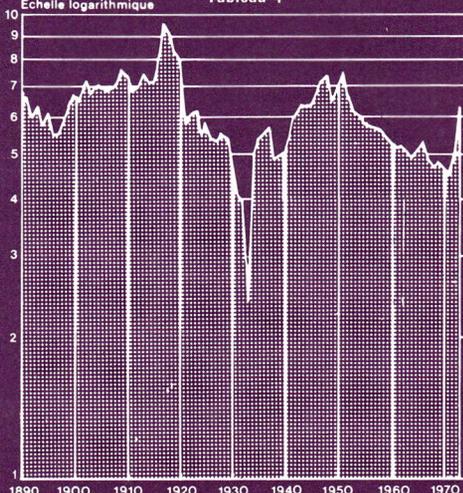
	1966	1968	1970	1971	1972	1973	1974 (estim.)
Sociétés non financières							
Profits non distribués	23,0	17,5	8,2	14,1	18,1	27,5	28,2
Ajustement pour conclusion des stocks	1,8	3,3	4,8	4,9	6,9	17,3	31,2
Total	21,2	14,2	3,4	9,2	11,2	10,2	3,0
Sociétés financières							
Profits non distribués	1,8	2,4	2,4	2,9	3,5	5,1	11,6
« Reste du marché »							
Profits non distribués	1,8	2,4	2,4	2,9	3,5	5,1	11,6
TOTAL GÉNÉRAL :	27,3	20,9	9,8	17,6	22,4	25,4	19,5

Source : Survey of Current Business.

Tableau 3 - Quelques données comparées du monde occidental de l'après-guerre

	PNB (en Mds \$)			ACIER BRUT (en M.T.)			AUTOMOBILES (M. d'unités)		
	1950	1960	1973	1950	1960	1973	1950	1960	1973
ÉTATS-UNIS	288	511	1289	88	90	136,4	8	7,9	9,7
JAPON	12	43	418	5	22	119,3	-	0,5	4,5
EUROPE OCCIDENTALE	152	330	1150	50	106	150,0	1,5	5,5	10,4
dont									
Allemagne	23	71	357	12	34	49,5	0,3	2	3,6
France	29	61	253	9	17	25,3	0,3	1,4	3,2
Royaume-Uni	37	72	145	16	25	26,6	0,8	1,5	1,7

Tableau 4



Evolution du prix des matières premières

ductivité, puis les politiques de modernisation et de rattrapage dans un monde foncièrement libre-échangiste - ce qui est finalement beaucoup plus rare dans la réalité que dans la théorie de l'économie capitaliste - sont les facteurs de cette expansion. Or depuis la fin des années 60, des contre-tendances se manifestent, des déséquilibres apparaissent.

C'est d'abord le déclin relatif des États-Unis qui remet en cause l'ordre international de l'après guerre. L'aspect le plus profond, sinon le plus apparent de ce changement, c'est la crise économique aux États-Unis. L'effondrement de la croissance de la productivité depuis le milieu de la décennie 60, en partie dû à l'absence de progrès technique majeur, l'effondrement corrélatif des profits des entreprises industrielles sur le territoire américain ont eu pour résultat une stagnation des salaires depuis 1965 (cf. tableau 2). Cette détérioration des performances économiques est comme de juste camouflée par l'inflation qui s'emballe à partir de 1965-1966.

Parallèlement et en sens inverse, l'Europe, et dans une moindre mesure le Japon, sont devenus des concurrents commerciaux sérieux. Ce qui signifie qu'ils sont devenus en même temps des puissances industrielles et techniques compétitives. La comparaison de ces puissances au cours de l'après guerre est éloquente (cf. tableau 3). On retrouve ici le sens objectif de la construction européenne. Conçue au départ, et notamment par les États-Unis comme un point fort et avancé de la résistance du « monde libre » au communisme, elle est devenue, par son développement propre, et compte tenu de la substitution de la coexistence pacifique puis de la détente à la guerre froide, une réalité économique et un projet politique autonomes dont les intérêts entrent inéluctablement en contradiction, ou pour le moins en divergence, avec ceux des États-Unis.

C'est ce que le gaullisme a exprimé avant tout autre avec vigueur. Mais pratiquement, derrière un discours beaucoup plus modéré, voire des concessions verbales atlantistes, l'Allemagne par exemple, n'a pas peu contribué à l'émergence de la puissance économique européenne.

Quoiqu'il en soit pour l'avenir des obstacles internes à la construction européenne, celle-ci repose sur un mouvement profond de transformation des rapports à l'intérieur du monde capitaliste développé. Nous sortons irrésistiblement d'un monde unifié sous l'hégémonie américaine, un monde libre échangiste où les inégalités de développement laissent place et incitent à l'expansion, à un monde plus compartimenté, plus protectionniste où des pays ou des groupes de pays s'affrontent plus durement sur les marchés mondiaux, où la concurrence sensiblement atténuée à l'intérieur est avivée à l'extérieur et où, par conséquent les conditions de la croissance sont rendues beaucoup plus difficiles en attendant qu'on s'y adapte.

Nouvel essor pour le Tiers Monde

C'est l'aspect international le plus connu de la crise, rappelons en quatre caracté-

ristiques : Ce qu'on appelle « la crise pétrolière » n'est pas seulement la hausse des prix des produits pétroliers. C'est surtout la maîtrise progressive d'une ressource naturelle par les États producteurs. De ce point de vue la nationalisation bientôt totale des compagnies étrangères exploitantes, entendue comme un pas vers l'appropriation nationale de la transformation et de la commercialisation, porte à plus long terme qu'une hausse même élevée du prix du brut à un moment donné.

En ce qui concerne le prix du pétrole, un rapide examen de la courbe des prix des matières premières (tableau 4) montre qu'il n'est aucun prix « rationnel » ou « économique » d'un bien dès lors qu'il est la propriété d'un agent économique particulier (maintenant : les États producteurs). Au demeurant les prix actuels du pétrole sont, à prix constants, à peu près ceux de 1950. Mais seul le rapport des forces ou l'entente à travers des objectifs communs règlera ce prix. Encore doit-on souligner que désormais les états producteurs et leurs propres besoins de développement ont un poids grandissant dans l'établissement de ce rapport de forces, qu'il soit le produit de l'affrontement ou de la concertation.

Ce mouvement ne vise pas à l'accumulation de ressources financières massives pour quelques élites locales. Le temps n'est plus où l'on achetait les cheikhs en augmentant leurs royalties. Le but explicite, et jusqu'à un certain point réaliste de cette entreprise, c'est le développement économique et en particulier le développement industriel. Il va sans dire qu'il en résultera, compte tenu des disponibilités financières libérées (1), d'ici dix ou quinze ans une transformation sans précédent des pays concernés, tant de leur société que de leur puissance, et naturellement des opportunités de coopération qu'ils offriront au reste du monde.

Enfin, la crise pétrolière n'est qu'un épisode d'un mouvement plus vaste qui est celui des pays du Tiers Monde. Croire qu'on pourra encore longtemps réitérer ou prolonger en Asie ou en Afrique ce qu'on a fait au Moyen Orient, est une illusion. Même si, dans d'autres pays pour d'autres matières premières, les conditions qui ont fait naître et agir l'O.P.E.P. ne sont pas réunies, l'exemple a été donné, la possibilité d'une intervention naguère inimaginable a été prouvée. L'élargissement politique du point de vue des pays exportateurs de pétrole à travers le mouvement des pays non alignés montre assez que la question posée touche à l'ensemble des rapports entre pays industrialisés et pays sous-développés.

Nous nous sommes bornés à rappeler ce qui, à notre sens, est en question dans la crise. Nous avons simplement supprimé tout aperçu prospectif. La seule conclusion que nous avons visée, c'est qu'il s'agit d'une crise structurelle, c'est-à-dire profonde et durable, consistant pour l'essentiel en une transition d'autant plus longue que les ruptures avec le passé qu'elle comporte seront moins brutales et radicales, vers un nouvel ordre des rapports internationaux.

P.B.

(1) Estimées à 60 ou 70 milliards de dollars pour 1974, on parle de 500 milliards de dollars d'ici à 1980.